

## Inegalites au Mali:

C'est depuis l'indépendance jusqu'à nos jours que les inégalités entre le peuple et le pouvoir sont restées. Il n'y a pas eu de changement! Le peuple malien souffre jusqu'à présent. Il n'a pas su se débarrasser des chaînes de la colonisation. Les dirigeants qui prirent le pouvoir au sortir des Français gardèrent par la même occasion tous les avantages de ces derniers oubliant d'où ils venaient. Et de nos jours, les ouvriers, le peuple, les paysans ne reçoivent aucun avantage qui les aiderait à bâtir notre pays souffrant de tous les maux de la pauvreté. Nous ne sommes pas pauvres, on nous a détourné de notre pays au profit de nos ressources qui vont directement là où le pouvoir est: c'est à dire chez les grands capitalistes, hommes et sociétés d'affaires, aujourd'hui dominants les politiques de nombreux pays dans le monde. Il existe des solutions pour le peuple malien afin qu'il se prenne en main, afin que tous aient à manger. Pour cela il faut du courage, il faut de la fierté. Non pas la fierté du roi qui domine les autres par ses exploits, mais la fierté du paysan ou de l'ouvrier qui a accompli la tâche. Et à son tour le gouvernement n'a jamais reconnu ou encouragé cet effort fourni par ces braves travailleurs qui se donnent pour le pays. Combien d'entre nous ont leurs parents qui ont fait les travaux forcés? Combien d'entre nous font les travaux forcés ou sous-payés? De nos jours, les paysans, les ouvriers, tous doivent comprendre qu'ils ne sont pas des esclaves que le directeur ou les cadres ne sont pas supérieurs en droits à vous tous. Nous avons le même pied d'égalité pour l'avancement de notre pays. On ne doit pas abuser du pouvoir sur les ouvriers, sur les paysans et sur le peuple par des mensonges mille fois non respectés, mille fois répétés et mille fois encore utilisés contre notre propre fierté.

Il y a au Mali des chefs de familles qui, il y a 20 ans, ont été comprimés par les faits de faillites ou de privatisation des compagnies d'état pour lesquelles ils travaillaient et ce avec une rémunération assurée pour tout leur vivant en ce monde. Mais voilà presque 20 ans qu'on les oublie, qu'on n'écoute plus leurs revendications, que l'état fait le sourd d'oreille en se frottant les mains. Il ne veut pas avouer la vérité, il ne veut surtout pas fléchir devant de simples travailleurs qui sont pourtant nos pères, nos chefs de familles. Quelle est cette image: des vieillards qu'on n'écoute plus. C'est honteux que des vieillards doivent lutter pour leurs droits alors qu'à leur âge c'est un repos autour des petits enfants bien mérités qui devraient occuper leur temps.

Et de nos jours les paysans, les mineurs, les travailleurs de l'HUICOMA se trouvent face au même problème que nos parents. Si eux même n'ont pas, après toutes ces années de lutte vaincu le barrage politique qui reconnaîtra comme légitime chacune de leurs revendications, que feront les ouvriers d'aujourd'hui. L'état privatise tout le pays, il vend ses usines, il vend ses services et au retour les ouvriers perdent une usine, perdent des services alors que nos dirigeants empoche. Oh! Ils n'empochent pas beaucoup. Pas beaucoup si on regarde la grandeur du Mali. Ils empochent seulement ce qui est bon pour eux, ce qui fait la joie des multinationales qui toujours recherchent ce qui leur coûtera le moins cher afin d'enregistrer le plus de profit possible à leur carnet. Est-ce que c'est cela un état? Un rassemblement de boursier qui ne pense qu'à eux même. Un état de droit se doit de construire pour la population.

Imaginez toutes les mines d'or qui parsement le pays. Il y en a huit en activité actuellement et une seule n'est pas en action. Imaginez, quatre de ces mines seraient suffisantes pour l'état et les multinationales. Les autres, seraient au profit de la population pour s'en sortir face à la mauvaise gouvernance; nous n'aurions qu'à engager des experts venant de l'étranger de la même façon que des maliens vont travailler à l'étranger. Et que fait l'état? Il donne son minerai aux multinationales. Il ne se garde qu'un maigre 20% et se défend qu'il a bien marchandé: vaut mieux exploiter les mines sans regard aux droits humains que ne pas exploiter les mines du tout. Mais qu'est-ce que c'est que cette parole, sinon celle d'un dirigeant qui a reçu la pression des multinationales pour ne faire qu'à leurs têtes. Que sont ces dirigeants qui ne peuvent tenir tête face aux ennemis de leur propre pays. En 2005 les ouvriers de Morila ont montré que jusqu'à présent le Mali peut s'en sortir de la main des multinationales. Je prend l'exemple du 5 juillet 2005 où les ouvriers de la SOMADIX ont partis en grève de 72 heures afin de protester sur une question qui a été vérifiée aujourd'hui. Ils ont protesté contre la falsification de contrat de travail qui enlevait les avantages prévus aux travailleurs sous contrats et en même temps ils manifestaient contre les primes de rendements qui étaient prévues dès le départ et qu'ils n'ont jamais reçus. Pour accélérer l'exploitation de la mine qui profitait d'exonération de taxe pour une durée limitée, la société ne voulait pas rater sa chance de faire du profit sur le dos du pays. La cour a tranché sur la question des primes de rendements, mais malgré tout Morila-SA refuse de payer. Pourtant il est stipulé à l'article 32 de la convention d'établissement que le droit applicable est celui de la République du Mali. Au total Morila-SA a exploité **83,216 tonnes** pour trois années d'exploitation, soit plus des **2/3** de la réserve de la mine. À ce rythme la durée de la mine se

limitera à 5 ans, au lieu de onze (11) et au lieu de payer l'impôt à l'Etat malien pendant huit (8) ans elle ne le fera que pour deux (2) ans. En trois (3) ans, Morila-SA a produit de l'or pour une valeur de **cinq cent (500) milliards de FCFA**. Au rythme conventionnel, elle aurait du produire trente trois (33) tonnes. L'excédent produit pour fuir le paiement de l'impôt à l'Etat ( bien entendu avec sa complicité) est de cinquante (50) tonnes soit une valeur de trois cent (300) milliards de FCFA.

Année 2000 (quelques mois) 4,208 tonnes

Année 2001.....23, 442 tonnes

Année 2002.....38,915 tonnes

Année 2003 ..... 16, 650 tonnes

Suite a la greve de 72 heures la direction a licencie 17 ouvriers et menace d'en licencier 60 autres.

C'est obligatoire que la grève a repris pour :

- ❑ Réintégrer les 17 grévistes licenciés.
- ❑ Dénoncer les « falsifications » de contrats. Plus de 200 contrats se trouvent être des faux contrats : photocopies de contrats d'essai antidatés et contrats d'intérim délivrés le jour du licenciement. De plus, un certain nombre d'entre eux n'ont pas de contrat de travail !
- ❑ Revendiquer les primes de rendement non payées : au total 17 milliard de FCFA, après gain de cause dans un procès en 2004.
- ❑ Dénoncer les conditions de travail indignes, un encadrement médical inexistant et les graves problèmes de santé (empoisonnement) que les travailleurs rencontrent après 2-3 ans de travail. Les protections employées sont non seulement insuffisantes mais la plupart du temps elles sont absentes. Elles sont limitées à des masques à poussières alors que les travailleurs sont exposés à des vapeurs de cyanure et la poussière d'arsenic, ce qui pose de graves problèmes de santé.

Après un mois de grève, la Direction a affiché l'avis de licenciement de 311 travailleurs sur les murs de la salle de conférence de la préfecture. Ces avis étaient signés par : le directeur des Ressources Humaines, un huissier et le préfet. Ces licenciements ont été réalisés en toute illégalité. Les travailleurs se retrouvent sans ressources financières. La situation se dégrade, de nombreuses rafles sont organisées pour arrêter les grévistes. Trente-deux (32) ont été emprisonnés à la prison de Bougouni dont 9 ont duree 1 an et deux mois. Les trente deux emprisonnes sont en liberte provisoire aujourd'hui. Cela maintenant presque trois (3) que les mineurs de Morila sont en lutte sans ressources financieres. Ils ont perdu trois (3), pour ne cite que ceux-ci, grevistas qui sont decedes suite a l'effet de la mine: Bourama Dembele et sa

femme, Moussa Keita et sa femme et Madou Diarra il y a quelques mois a peine. Et cela on ne peut l'oublier. Ils sont morts dans la dignite d'homme de foi qui luttaiient pour une cause nationnal, pour nous tous.

Comment les syndicats nationaux pourront-ils nous defendre apres avoir recupere une somme de sept million quatre cent mille (7 400 000 Fcfa). Le directeur a augmente a huit million ce don afin de s'assurer qu'ils se taisent. Les grevistas se trouvent aujourd'hui sans soutient syndical. Ils vont aller jusqu'au bout, il y a trop a perdre de ne pas lutter et rien a gagner a abandonner apres tout ce cheminement. Ils sont pret a la mort, si c'est ce que le gouvernement souhaite etant donne son impossiblite a regler les problemes qu'il a lui meme mis en place contre ces propres citoyens.

Que feront les paysans de l'office du Niger a qui ont a donne des terres bonnes a rien. Le gouvernement repette et repette que l'office du Niger sera tres productif, c'est une amelioration technique pour le developpement du pays et pourtant il refuse de donne le droit au paysans d'exploiter cette terre qui est a l'abandon car gerer par des fonctionnaires et non des agronomes ou agriculteurs qui eux sauraient quoi faire avec ces terres fertiles. Pourquoi pas des exoneration aux paysans et non au commercants afin de facilites l'apport en denrees alimentaires. Ce ne sont pas les commercants qui importe du riz venant du monde entier a qui on devrait permettre le passage sans taxes, ce sont les cultivateurs qui devraient pouvoir utiliser les champs et vendre leur production a toute la societe malienne sans payer de taxe. Un commercant qui transporte du riz du Mali au Mali ne payerai pas de taxe de toute facon. Donne la terre au paysans, donne l'exoneration au paysans afin que le Mali puisse s'en sortir. La crise est grave car tous nos biens nous echappes: de la culture a l'agriculture. Il faut encourager les gens a aller vers la terre. Un fils de paysans a le droit d'avoir la meme education que le fils d'un fonctionnaire et vice versa le fonctionnaire devrait avoir le meme salaire que le paysan.

En meme temps que les paysans crient ne pas avoir acces a leur terre, les ouvriers perdent leurs emploi et du meme coup leur pouvoir d'achat. Les travailleur de l'HUICOMA a Koulikoro ont vu leur usine se faire privatiser. Aujourd'hui les travailleurs de l'HUICOMA se trouvent dehors suite aux effets de la privatisation. Ils ne sont pas les premiers et ils ne seront malheureusement pas les derniers si les choses continues d'aller dans la meme direction.

Ou en sommes nous aujourd'hui avec ce sac a problemes. On est en train de chasser nos parents, nos freres qui vivent a l'etranger afin de gagner le minime

qui assure leur faim et celle de leurs familles restées au pays. En même temps, les mêmes multinationales qui pillent nos ressources et nous appauvrissent, clament l'immigration choisie. Laissez-nous nos ressources se faire gérer par nos propres mains et nous paieront des Français qui chercheront leur revenu au Mali, mais ce n'est pas en nous pillant et en nous rejetant que vous pourrez faire avancer les choses à long terme. On en a assez aujourd'hui que l'état ne fasse aucune action contre l'immigration choisie. A-t-il oublié que c'est l'argent de ces dites émigrés que la majorité des familles maliennes vivent et se développent depuis de nombreuses années.

On dirait que l'état malien cherche à prendre des vacances en donnant à la société privée ce qui aurait pu faire la fierté du développement au Mali. NON cela ne peut pas faire la fierté du développement au Mali, au contraire en plus d'abandonner nos ressources tant minières que humaines aux mains des multinationales, l'état n'a pas su jusqu'à ce jour mettre en place des structures sociales dignes de ce nom pour que le Mali puisse se trouver parmi les meilleurs pays organisés. Nous nous levons aujourd'hui pour partager toutes ces informations, que les différents acteurs de la société puissent échanger et se donner du courage pour vaincre la corruption qui bloque toutes nos actions de développement. Pointer du doigt une inégalité n'est pas être contre l'état en tant que tel, mais c'est plutôt chercher à améliorer la gestion de notre pays.